

# “Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le répéter”

La promesse de “plus jamais”, née des cendres de l’Holocauste, a été un pilier du droit international des droits humains et de la conscience morale mondiale. Pourtant, comme l’a averti George Santayana dans la citation qui titre cet essai, les parallèles entre les atrocités passées et les crises actuelles révèlent une continuité troublante dans les idéologies qui alimentent le génocide et les échecs systémiques qui le permettent. Cet essai explore ces parallèles à travers trois chapitres : d’abord, le rôle de la supériorité et de la déshumanisation dans l’Holocauste et l’échec des institutions internationales comme la Société des Nations et la Cour Permanente de Justice Internationale (CPJI) à le prévenir ou l’arrêter ; ensuite, les similitudes frappantes dans les attitudes d’Israël envers les Arabes, en particulier les Palestiniens, et ses actions à Gaza ; et enfin, les preuves convaincantes de **mens rea** et **actus reus** qui établissent le génocide à Gaza, soulignant l’obligation morale et légale des États et des responsables d’agir conformément à la promesse de “plus jamais”, à la Convention sur le génocide et à la doctrine de la Responsabilité de Protéger (R2P).

## Supériorité, déshumanisation et échec des institutions internationales

L’Holocauste, l’un des génocides les plus systématiques de l’histoire, était soutenu par une idéologie de supériorité raciale et de déshumanisation qui justifiait l’extermination de six millions de Juifs et de millions d’autres. L’idéologie nazie, enracinée dans le concept de suprématie aryenne, dépeignait les Juifs comme une menace sous-humaine pour la nation allemande. La propagande les présentait comme des “vermines”, des “parasites” et un “ennemi racial”, les dépouillant de leur humanité et facilitant leur destruction systématique. Cette déshumanisation n’était pas un acte spontané, mais une stratégie délibérée, comme en témoignent les discours de Hitler et la propagande de Goebbels, qui présentaient les Juifs comme une menace existentielle nécessitant leur élimination pour la survie de l’Allemagne.

Le régime nazi a concentré les Juifs dans des ghettos comme Varsovie, où la famine et les maladies ont tué des dizaines de milliers de personnes, avant de les déporter vers des camps d’extermination comme Auschwitz pour un meurtre industrialisé par chambres à gaz. L’intention de détruire les Juifs en tant que groupe était explicite dans la “Solution Finale”, satisfaisant la **mens rea** du génocide, tandis que les actes — meurtre, infliction de graves préjudices, imposition de conditions mortelles, prévention des naissances par stérilisation et assassinat de 1,5 million d’enfants — remplissaient les critères de l’**actus reus** selon la Convention de l’ONU sur le génocide (1948).

Les institutions internationales, notamment la Société des Nations et la CPJI, n'ont pas réussi à prévenir ni à arrêter ce génocide en raison de faiblesses structurelles et de réalités géopolitiques. La Société, créée en 1920 pour maintenir la paix, manquait de mécanismes d'exécution et dépendait de décisions unanimes, permettant aux grandes puissances comme la France et le Royaume-Uni de privilégier l'apaisement de l'Allemagne nazie plutôt que l'intervention. La Conférence d'Évian (1938), soutenue par la Société, n'a pas su répondre à la crise des réfugiés juifs, la plupart des pays refusant d'accueillir des réfugiés, ce qui a permis les atrocités nazies. La CPJI, le bras judiciaire de la Société, pouvait régler les différends entre États, mais n'avait ni mandat ni pouvoir pour traiter des atrocités internes comme l'Holocauste, reflétant la priorité donnée à la souveraineté sur les droits humains à cette époque. Lorsque l'ampleur totale de l'Holocauste fut connue, la Société était défunte, et le monde était en guerre, soulignant l'échec catastrophique des mécanismes internationaux à protéger les populations vulnérables.

## **Parallèles dans les attitudes d'Israël envers les Arabes et ses actions à Gaza**

Les attitudes d'Israël envers les Arabes, en particulier les Palestiniens, et ses actions à Gaza révèlent des parallèles effrayants avec l'Holocauste, enracinés dans des idéologies de supériorité, de déshumanisation et de violence systématique. Des déclarations historiques de dirigeants israéliens montrent une intention de longue date d'exclure ou de détruire les Palestiniens. Yosef Weitz (années 1940) a appelé à une "terre d'Israël... sans Arabes", prônant le "transfert" de tous les Palestiniens, ne laissant "ni un village, ni une tribu". Menachem Begin (1982) a revendiqué les Juifs comme la "race supérieure", qualifiant les autres races de "bêtes et animaux, du bétail au mieux", faisant écho à la suprématie aryenne nazie. Rafael Eitan (1983) imaginait les Palestiniens comme des "cafards drogués dans une bouteille" une fois la terre colonisée, les déshumanisant à la manière de la propagande nazie. Plus récemment, la Marche du Drapeau de Jérusalem (2023) a vu des milliers de personnes scander "Mort aux Arabes" et "Que ton village brûle", tandis qu'une conférence de colons en 2024 prévoyait de "s'installer à Gaza", envisionnant un avenir "sans Hamas" — et implicitement sans Palestiniens. De plus, le ministre du Patrimoine Amichai Eliyahu a déclaré en novembre 2023 qu'une des options d'Israël dans la guerre contre le Hamas pourrait être de "lâcher une bombe nucléaire sur la bande de Gaza", une remarque qui, bien que désavouée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, reflète une rhétorique extrême d'annihilation qui a été reprise dans de nombreux appels à la destruction totale de Gaza, tant sur les réseaux sociaux qu'ailleurs.

Ces attitudes se traduisent par des actions à Gaza qui reflètent les tactiques nazies. Gaza, avec 2,1 millions de personnes confinées dans 365 kilomètres carrés sous un blocus depuis 2007, ressemble à un ghetto nazi, transformé aujourd'hui en ce qui peut être décrit comme un "grand camp d'extermination". Depuis octobre 2023, la campagne d'Israël a tué plus de 40 000 Palestiniens, dont 15 000 enfants, par des bombardements, selon les autorités sanitaires de Gaza (fin 2024). Un siège total de deux mois (jusqu'en mai 2025), confirmé par Israel Katz ("aucune aide humanitaire ne va entrer à Gaza") et Bezalel Smotrich ("pas un grain de blé"), a provoqué une famine, avec 1,1 million de personnes mena-

cées de famine et des enfants mourant de malnutrition, selon les rapports de l'ONU (2024). La destruction des infrastructures — 70 % des logements, la plupart des hôpitaux — crée des conditions invivables, tandis que l'utilisation de phosphore blanc a été liée à des malformations congénitales, selon Human Rights Watch (2023). En Cisjordanie, décrite comme un "ghetto" avec ses points de contrôle et ses colonies, 83 enfants ont été tués en 2023, soit le double du total de l'année précédente, au milieu d'opérations militaires accrues, selon l'UNICEF.

Un article de The Times of Israel en 2024 appelant à un "lebensraum" en Cisjordanie pour accueillir la population croissante d'Israël (15,2 millions d'ici 2040) fait directement écho aux ambitions territoriales nazies, qui justifiaient le génocide pour libérer de l'espace pour les colons allemands. Les déclarations des responsables israéliens, comme celle de Yoav Gallant sur les "animaux humains" (2023) et un document parlementaire exigeant de l'armée israélienne de "tuer tous ceux qui n'agitent pas un drapeau blanc" (2025), déshumanisent et ciblent les Palestiniens sans distinction, tout comme les politiques nazies ciblaient les Juifs. Le commentaire supplémentaire de Smotrich en novembre 2023 selon lequel Israël contrôlerait Gaza après la guerre suggère un plan à long terme pour éliminer la présence palestinienne, en accord avec la vision de la conférence des colons et les appels historiques à une terre sans Arabes. Cette violence systématique, facilitée par le confinement préexistant à Gaza et en Cisjordanie, reflète l'utilisation par l'Holocauste des ghettos et des camps pour isoler et détruire.

## Preuves du génocide à Gaza et l'obligation mondiale d'agir

Les preuves à Gaza établissent à la fois la **mens rea** et l'**actus reus** du génocide selon la Convention de l'ONU sur le génocide et le Statut de Rome, obligeant les États et les responsables à agir conformément à la promesse de "plus jamais", à la Convention sur le génocide et à la doctrine de la Responsabilité de Protéger (R2P).

**Mens Rea (Intention) :** L'intention de détruire les Palestiniens à Gaza est évidente dans un schéma de rhétorique déshumanisante et de politiques explicites. Les déclarations historiques (Weitz, Begin, Eitan) ont établi un précédent d'exclusion, tandis que les déclarations contemporaines confirment cette intention en action : "animaux humains" de Gallant, "pas un grain de blé" de Smotrich, "aucune aide humanitaire" de Katz, et "Mort aux Arabes" de la Marche du Drapeau, tout cela présente les Palestiniens comme un groupe à détruire. Le plan de la conférence des colons pour une Gaza "sans Hamas" — et implicitement sans Palestiniens — s'aligne sur de nombreux appels à l'annihilation totale de Gaza, tant sur les réseaux sociaux qu'ailleurs, comme la suggestion d'Eliyahu en 2023 de "lâcher une bombe nucléaire sur la bande de Gaza". L'affirmation de Smotrich selon laquelle Israël contrôlera Gaza après la guerre indique une vision d'élimination complète de la présence palestinienne. Le non-respect par Israël des mesures de la CIJ de 2024, qui ordonnaient l'accès à l'aide pour prévenir le génocide, lie davantage ces actes à l'intention, montrant un choix délibéré d'aggraver les conditions mortelles.

**Actus Reus (Actes)** : Les actions d'Israël répondent à plusieurs actes génocidaires : (1) **Meurtre** : 40 000 morts à Gaza, 83 enfants en Cisjordanie (2023) ; (2) **Préjudice Grave** : Bombardements, blessures, traumatismes et exposition à des produits chimiques (phosphore blanc) ; (3) **Conditions de Vie** : Siège, famine et destruction des infrastructures, créant des conditions invivables ; (4) **Prévention des Naissances** : Fausses couches et dommages reproductifs dus à la malnutrition et aux produits chimiques ; (5) **Transfert d'Enfants** : Meurtre de 15 000 enfants à Gaza, 83 en Cisjordanie ("transfert vers des tombes"). Les agressions de la Marche du Drapeau et la violence en Cisjordanie ajoutent à ce schéma, montrant une campagne systématique à travers les territoires.

Ces preuves atteignent le seuil légal du génocide, la CIJ (2024) ayant estimé un risque plausible et la CPI ayant émis des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant pour crimes de guerre, y compris l'utilisation de la famine comme méthode de guerre. Les parallèles avec l'Holocauste — idéologie suprématiste, déshumanisation, concentration et meurtre systématique — soulignent la gravité de la crise. Le commentaire d'Eliyahu sur la bombe nucléaire, même s'il a été désavoué, reflète une rhétorique extrême qui, avec la vision de Smotrich d'un contrôle post-guerre, suggère une volonté de contempler la destruction totale, prouvant davantage l'intention génocidaire. Pourtant, les institutions internationales échouent encore : l'ONU est paralysée par les vétos des États-Unis, les décisions de la CIJ sont inapplicables, et les mandats de la CPI manquent d'exécution, reflétant les échecs de la Société pendant l'Holocauste.

Conformément à la promesse de "plus jamais", née des leçons de l'Holocauste, à la Convention sur le génocide (l'article I oblige les États à prévenir et punir le génocide) et à la doctrine R2P (les États doivent protéger les populations du génocide, avec une intervention internationale en cas d'échec), chaque État et responsable a le devoir moral et légal d'agir. Cela inclut l'imposition de sanctions, l'arrêt de l'aide militaire à Israël (par exemple, les 17 milliards de dollars des États-Unis depuis 2023), l'application des mandats de la CPI et le soutien à une intervention humanitaire pour mettre fin au siège et aux bombardements. Ne pas agir répète les erreurs de la Société, trahissant la promesse de protéger l'humanité du génocide.

## Conclusion

L'Holocauste et Gaza révèlent une continuité tragique dans les idéologies de supériorité et de déshumanisation qui alimentent le génocide, et les échecs systémiques des institutions internationales qui le permettent. L'ONU, la CIJ et la CPI, paralysées par la politique des grandes puissances et les normes de souveraineté, échouent à arrêter les actions d'Israël à Gaza, qui sont soutenues par une histoire de rhétorique suprématiste et d'intention de déplacer les Palestiniens. Les preuves de **mens rea** et **actus reus**, renforcées par des déclarations extrêmes comme la suggestion d'Eliyahu d'annihilation nucléaire et la vision de Smotrich d'un contrôle post-guerre, établissent le génocide au-delà de tout doute raisonnable. L'obligation de la communauté mondiale sous "plus jamais", la Convention sur le génocide et R2P exige une action immédiate pour arrêter les atrocités à Gaza, de peur que l'histoire ne répète ses chapitres les plus sombres. La promesse de "plus jamais" doit être

plus que des mots — elle doit être un appel à l'action pour la justice, la protection et l'humanité.